

## Qui sont les ministres du gouvernement Syriza?

04 Février 2015

**Le nouveau gouvernement grec de coalition entre Syriza et les « Grecs indépendants » est composé de 13 ministres, 20 vice-ministres et 6 sous-secrétaires. En fonction de leur identité politique, on peut les classer approximativement dans trois ou quatre catégories. D'abord, il y a un ministre (Défense) et quatre autres cadres venant du parti de droite « Grecs indépendants ». Ensuite, la majorité**

**des postes est occupée par des responsables politiques appartenant ou proches de la fraction dominante de Syriza autour d'Alexis Tsipras. C'est-à-dire par des cadres pro Union Européenne avec une ligne keynésienne « de gauche ». Yannis Dragasakis vice-président du gouvernement en est le cadre le plus important. La plupart de ces cadres viennent du courant historique « eurocommuniste », mais il y a aussi ceux qui ont un passé d'appartenance au Pasok ou qui ont travaillé pendant des années pour ce parti. Enfin, il y a au moins sept postes occupés par des membres de la « Plateforme de Gauche » au sein de Syriza, une fraction interne qui prône la rupture avec l'Euro et l'UE si les « partenaires européens » n'acceptent pas le programme du nouveau gouvernement.**



**ΣΥΡΙΖΑ**

**ΣΥΝΑΣΠΙΣΜΟΣ ΡΙΖΟΣΠΑΣΤΙΚΗΣ ΑΡΙΣΤΕΡΑΣ**



### Les « Pasokistes »

Le Pasok est le parti social-démocrate grec fondé en 1974 par Andréas Papandréou, le fils d'un homme politique bourgeois, Georgios Papandréou le 1<sup>er</sup>, premier ministre sous protection de l'armée britannique lors de la Bataille d'Athènes qui a marqué le début de la guerre civile en Grèce (1944). Vu que Pasok n'était pas le parti traditionnel de la classe ouvrière en Grèce, il n'a jamais été considéré comme « la gauche » dans le langage politique grec, mais comme le « centre-gauche ». Après avoir dominé la vie politique grecque pendant quarante ans, il n'a obtenu que 4,7% aux élections du 25 janvier 2015 dernier. L'application du programme économique de la Troïka par le Pasok, d'abord seul et depuis novembre 2011 en coalition avec la Nouvelle démocratie, a entraîné la mort politique de ce parti. Certains de ses cadres ont pourtant trouvé refuge au sein de Syriza.

Les ministères les plus importants du nouveau gouvernement, ceux des finances et des affaires étrangères sont occupés par des gens qui ont été des conseillers de Georges Papandréou le 2<sup>ème</sup> (fils d'Andréas). Nikos Kontzias, nouveau Ministre des Affaires étrangères, conseillait Papandréou dans la période où ce dernier était vice-ministre et puis ministre des affaires étrangères (1996-2004) au sein du gouvernement Simitis qui a négocié l'entrée de la Grèce dans l'Euro. Depuis, il semble qu'il ait joué un rôle important dans la préparation et la négociation des projets néolibéraux tels que l'Agenda de Lisbonne qui a établi la compétitivité comme premier objectif de l'UE et le Traité constitutionnel. Il a quitté ce rôle – ainsi que la présidence du centre d'études « Andréas Papandréou » – quelques semaines après que Georges Papandréou est devenue premier ministre en 2009.

Yanis Varoufakis, nouveau Ministre des Finances, a été conseiller de Georges Papandréou entre 2004 et 2006 alors que celui-ci était leader de l'opposition. Après 2010, il se définit comme un « marxiste irrégulier ». Pourtant dans sa critique de la politique appliquée en Grèce par la Troïka, il n'a jamais mis en question les privatisations et le « besoin » de réduire le coût unitaire du travail. Il disait seulement que ces deux éléments ne sont pas suffisants pour faire décoller l'économie. Il est auteur avec James K. Galbraith de l'ouvrage « Une proposition modérée pour résoudre la crise de l'Euro » qui propose une réforme minime de la Zone Euro pour la faire fonctionner. Il considère que la nationalisation de Repsol



(compagnie pétrolière) par le gouvernement argentin a été **une erreur** qui a « retiré la [nécessaire] confiance des investisseurs ». Dans son discours inaugural en tant que ministre, il a fait l'éloge du « **fonctionnement démocratique de l'Europe unie démocratique** ». Dans une interview à la **BBC** il a présenté l'objectif d'une réduction d'au moins 50% de la dette grecque – un des engagements clés du programme électoral de Syriza – comme une position de départ pour la négociation. Le 2 février, il a annoncé aux *Financial Times* que la Grèce ne demande plus du tout l'effacement d'une partie de sa dette mais juste le rééchelonnement des paiements dans le temps. De sa propre initiative et sans demander l'avis à personne, Varoufakis a embauché la Banque Lazard en tant que conseiller sur la partie obligataire de la dette. Lazard a été payé des dizaines de millions d'Euros pour consulter les gouvernements grecs précédents (pro-Troïka), notamment sur la restructuration précédente de la dette grecque (2012), nommée « PSI », avec laquelle les réserves des fonds des pensions publics, des universités et des hôpitaux grecs sont partis en fumée en une nuit.

Le poste névralgique de « secrétaire du gouvernement » c'est-à-dire du coordinateur technique du conseil ministériel a été donné à Spiros Sayas, ancien membre du Pasok qui a été – jusque là – aussi l'avocat de la société chinoise Cosco qui exploite une partie du port de Pirée dans une zone de non-droits sociaux. Sur [son site personnel](#) il revendique avec fierté l'élaboration du cadre juridique de cette concession que le nouveau gouvernement veut renégocier.

Christos Spirntzis était pendant des années le président de la Chambre des ingénieurs grecs élu avec les listes du Pasok. Il a quitté cette position pour devenir vice-ministre des Infrastructures, transports et réseaux au sein du gouvernement Syriza. Pendant les années de la Troïka, il a facilité la réduction des tarifs des ingénieurs, l'augmentation de leurs contributions pour la sécurité sociale ainsi que le pillage de leur fonds de retraite par l'accord « PSI », mentionné plus haut, qui a annulé la moitié de la dette grecque en 2012. Il fut aussi secrétaire à l'organisation du Pasok pendant les années de Georges Papandréou. Il est connu pour entretenir des excellentes relations avec les oligarques de la construction.

Panayotis Kourouplis, Ministre de Santé et de Sécurité sociale a voté le premier mémorandum en tant que député Pasok, puis il est devenu indépendant en 2011 pour enfin rejoindre Syriza pendant les élections de 2012. Dans son bureau, il a toujours une affiche avec Andréas Papandréou qu'il ne va « jamais enlever » selon ses propres propos.

Enfin, Yannis Panoussis, Ministre de l'Ordre public et de la Protection des citoyens vient également du Pasok. De 2011 à 2012, il a soutenu le programme de la Troïka comme député du parti « Gauche démocratique » qui participait à la coalition gouvernementale. Après avoir assumé sa nouvelle position, il a fait des **déclarations contradictoires** avec les propos pré-électorales d'Alexis Tsipras concernant le désarmement de la police lors des manifestations. Lors de la première manifestation sous le nouveau gouvernement, le 31 janvier contre Aube dorée, la police n'a pas frappé les manifestants comme cela est devenu la coutume les deux dernières années, et elle a été presque invisible. Mais les CRS sont toujours armés avec des revolvers.

## Les europhiles de gauche

Yannis Dragasakis, vice-ministre du gouvernement a été le rédacteur principal du programme économique de Syriza depuis les mobilisations populaires de 2011 qui ont conduit Syriza à la deuxième position lors des élections

de 2012. Deux autres économistes ont contribué à ce programme, Giorgos Stathakis et Euclide Tsakalotos: le premier est devenu Ministre de l'Economie, des Infrastructures et des transports et le deuxième vice-ministre des relations internationales hors Europe sous le ministre Kontzias.

Dragasakis a été un cadre dirigeant du Parti communiste grec (KKE) et, de ce fait, vice-ministre de l'Economie dans le gouvernement d'unité nationale de 1989 à 1990 quand le KKE s'est présenté aux élections au sein d'une coalition avec les « eurocommunistes » et a formé un très bref gouvernement avec la Nouvelle démocratie. En 1991, le KKE mais aussi la Coalition (« Synaspismos » en grec) de gauche ont fait scission et Dragasakis est parti avec le parti réformiste et européen qui a gardé le nom «Synaspismos» qui est devenue plus tard la colonne vertébrale de « Syriza ». Dragasakis et Stathakis ont été les porte-paroles économiques de Syriza pendant la période 2012-2015. Ils ont systématiquement dévié de la position du premier congrès de Syriza en tant que parti unitaire en 2013 qui n'excluait pas des gestes unilatéraux si un gouvernement de gauche était soumis au chantage des créanciers[1]. Dans leur communication pré-électorale ils ont exclu tout geste unilatéral. D'autres cadres de cette aile « présidentielle » de Syriza ont occupé des postes comme ceux du Ministre du Travail (Panos Skourletis), ou de vice- ministre à l'Education (Tassos Kourakis).

Il y a aussi des cadres de cette tendance moins « disciplinés » qui ont signé, en 2014, une lettre critiquant la « dérive centriste » et « centraliste » d'Alexis Tsipras (Thanos Dritsas, Ministre des Affaires Maritimes et Tassia Christodouloupoulou, Ministre de l'Immigration). Il s'agit également de militants historiques de la gauche grecque comme Aristeidis Mpaltas, nouveau Ministre de l'Education qui est un des plus importants chercheurs marxistes, ayant travaillé sur Althusser et Foucault.

## Les anti-UE de gauche

La « Plateforme de gauche » est la tendance interne de Syriza qui regroupe les cadres qui sont pour une rupture avec l'Union européenne qu'ils ne considèrent pas comme réformable. Ils ont aussi une lecture très « classiste » de la société et de la politique. Cette plateforme regroupe la majorité des cadres syndicaux du parti. Elle se prononce pour la nationalisation des banques. Elle a obtenu 30% des voix dans le congrès de Syriza en 2013.

Le leader de cette tendance Panayotis Lafazanis est devenu Ministre pour la Relancement de la production, l'Environnement et l'Energie. Annoncer l'arrêt de la procédure de privatisation de la société nationale d'électricité a été son premier acte. Un autre responsable de la Plateforme de Gauche, Dimitris Stratoulis a été nommé Ministre de la Sécurité sociale qui est sans doute un poste très compliqué, vu que le programme de la Troïka dans ce domaine n'est pas achevé et ne devrait pas l'être comme elle l'exige avant le 28 février.

Nikos Voutsis qui, comme Lafazanis, a participé à la révolte de l'Ecole Polytechnique contre la junte militaire en 1973 est devenu Ministre des Affaires intérieures – Panoussis étant son vice-ministre. Jusqu'à récemment il se faisait bousculer par les mêmes policiers qu'il va maintenant diriger, dans des mobilisations, comme par exemple dans la photo ci-dessous contre la fermeture de la télé publique ERT.

Nikos Chountis, qui a été le seul eurodéputé de Syriza dans la période critique 2009-2014 et ultérieurement le secrétaire générale du parti, a été nommé sous-ministre des Affaires européennes. En fin, Kostas Ysichos a été chargé de « surveiller » le leader des « Grecs indépendants », Panos Kamenos, au ministère de la Défense en tant que vice-ministre.

## Les « Grecs indépendants »

En dehors ce ministère stratégique, ce parti de la droite nationaliste anti-austérité a également pris les postes de vice-ministres du Tourisme ainsi que le sous-secrétariat à l'Agriculture et le sous-secrétariat spécial sur les régions de Macédoine et de Thrace (leurs parties grecques évidemment).

Bien que la majorité de leurs députés aient voté contre la levée de l'immunité des députés de l'Aube dorée, ce



parti ne peut pas être qualifié d'extrême droite. Son discours est bien moins raciste que celui de la Nouvelle Démocratie qui a fait deux campagnes électorales (2012 et 2015) en qualifiant les immigrés comme de criminels et de « terroristes » ou que celui du LAOS qui a participé au gouvernement grec en 2011-2012 en étant ouvertement raciste. Le socle des cadres de « Grecs indépendants » ont fait scission de la Nouvelle démocratie en 2011 quand cette dernière a décidé de participer dans un gouvernement de coalition pour appliquer le programme de la Troïka.

Tout comme l'aile présidentielle de Syriza, ils sont en faveur de la participation de la Grèce à l'OTAN, la Zone euro et l'UE mais aussi du renforcement des relations avec la Russie.

## **Le choix entre négociation ou rupture avec l'UE au cœur des contradictions du gouvernement**

Certains oligarques grecs (Mytilinaios, Yannakopoulos) ont fait des déclarations positives au sujet du nouveau gouvernement. Le leadership de l'UE s'avère pour le moment relativement tolérant aux [annonces gouvernementales](#) qui vont contre des éléments centraux du programme existant de la Troïka. Mais il est certain que l'UE ne va pas accepter l'abolition des « acquis » de cinq années de programmes d'ajustement sans menace d'interrompre ses prêts vers la Grèce. D'autres entreprises grecques ont commencé à sortir du capital des banques grecques en essayant de provoquer un « bank run ». Ils ont freiné cette activité une fois que Syriza a abandonné l'idée de reprendre le contrôle des administrations de trois grandes banques dont le plus gros paquet des actions appartient à l'État. Les agences de notation sont menaçantes et Berlin indique que l'Allemagne ne discutera pas une renégociation de la dette. La prolongation du délai de transposition du programme de la Troïka se termine le 28 février. Le gouvernement négocie déjà un programme de transition avec l'UE pour aller jusqu'en juin où un compromis final doit être trouvé pour continuer le prêt.

Le 9 février le gouvernement déposera son programme d'actions au Parlement. Dans quelle mesure ces mesures seront compatibles avec le programme de transition qui doit être conclu avec l'UE ? C'est un enjeu de cette séquence.

« Ni rupture, ni soumission » a crié Alexis Tsipras le soir de sa victoire historique. Les cadres sociaux-démocrates, de droite ou « droitisés » de son gouvernement qu'on a présenté dans cet article vont sûrement peser vers la deuxième option face aux pressions de l'UE. Mais il sera intéressant de voir à quel point les autres ministres, notamment ceux de « Plateforme de gauche », essayeront et seront en mesure de résister. Les capacités de mobilisations du peuple grec et la solidarité des autres peuples européens sera à n'en pas douter un point de bascule centrale entre ces deux positions.

**Yiorgos Vassalos**

[1] Sur l'histoire et les divisions internes de Syriza cette interview de Stathis Kouvelakis est très intéressante <https://www.jacobinmag.com/2015/01/phase-one/>

***Sur le même thème***

**Composition du gouvernement Tsipras**

Dans "Actualités"

**La gauche de Syriza et les luttes à venir**

Dans "Actualités"

**En Grèce, incertitudes et premiers mouvements d'en bas | NPA**

Dans "Actualités"

